



ARRÊTÉ

Arrêté portant permission de voirie et de réglementation temporaire de circulation

N° 2023-090-ST

LE MAIRE de la Commune de Magny-les-Hameaux ;

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2214-3 et L.2542-2 ;

VU le Code Pénal, notamment l'article R.610-5 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.325-13, R.130-2, L.411-1, R.411-25, L.325-1 à L.325-3, R417-6, R417-10 et R.417-12 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1 ;

VU l'Arrêté Municipal 14-054-PM ;

VU la pétition, arrivée en Mairie le 19 septembre 2023 d'ENEDIS, sise 70 avenue du Général de Gaulle, 92800 PUTEAUX ;

CONSIDERANT que l'entreprise **INCREMENT**, sise rue Jean Jacques Champion, 78850 THIVERVAL GRIGNON doit réaliser des travaux de renouvellement du réseau basse tension sur l'ensemble du linéaire de la rue Racine et rue des Écoles Jean Baudin (portion entre la rue racine et le poste de distribution, pour le compte d'ENEDIS, dans la période du **02 octobre au 08 décembre 2023**.

CONSIDERANT que ces travaux nécessitent des restrictions de circulation et de stationnement rue Racine, afin de permettre le bon déroulement des travaux.

ARRÊTONS

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront à compter de son affichage en mairie pour les dispositions générales et à compter de sa notification aux entreprises chargées des travaux pour les dispositions les concernant.

I. RESTRICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT:

ARTICLE 1 : L'entreprise **INCREMENT** est autorisée à exécuter les travaux cités ci-dessus,

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables **02 octobre au 08 décembre 2023**.

ARTICLE 3 : En cas d'intempéries ou d'autres aléas survenus au cours du chantier nécessitant une prolongation de la durée de celui-ci, la validité du présent arrêté sera prorogée d'autant.

ARTICLE 4 : En fonction des besoins du chantier, les restrictions de circulation et de stationnement sont appliquées comme suit :

Rue Racine

- L'entreprise est autorisée à fermer la rue Racine à la circulation, sauf pour les riverains et les véhicules de secours durant toute la durée des travaux de 8H00 à 17H30.
- La rue sera mise en double sens de circulation pour les riverains qui pourront circuler vers la rue des Écoles Jean Baudin ou vers la place du 8 mai 1962, en fonction de l'avancement des travaux.
- La circulation sera rendue possible tous les soirs ainsi que l'accès aux propriétés.
- Une déviation des véhicules sera mise en place par :
 - La place du 8 mai 1962, vers la rue Henri Barbusse ou la rue du square Jean Gibert et la route de Versailles.
 - Pour les automobilistes venant de la Route de Versailles, l'entreprise devra mettre en place un panneau rue Racine barrée au carrefour de la route de Versailles et de la rue du square Jean Gibert et au carrefour de la route de Versailles et de la rue Barbusse et une déviation vers la rue des écoles.
- Une déviation piétonne sera mise en place :
 - sur le trottoir opposé de la rue Racine et l'accès piétons sera maintenu aux riverains en fonction de l'avancement des travaux.

Rue des Écoles Jean Baudin

- L'entreprise est autorisée à neutraliser le trottoir de la rue des Écoles Jean Baudin, dans la portion entre la rue Racine et le Poste de distribution.
- Les piétons seront déviés sur le trottoir opposé.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit dans l'emprise du chantier durant la durée des travaux.

ARTICLE 6 : Les véhicules gênants en infraction aux dispositions de l'article 5 sont mis en fourrière conformément aux dispositions du code de la route.

II. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ENTREPRISES CHARGEES DES TRAVAUX:

ARTICLE 7 : Pour la remise en état du site, l'entreprise devra utiliser les mêmes types de matériaux, dans les mêmes proportions et leur mise en œuvre devra être réalisée dans les règles de l'art.

ARTICLE 8 : L'entreprise sera tenue responsable de la propreté dans l'emprise et aux abords du chantier.

ARTICLE 9 : Aucun dépôt de matériels ni de matériaux n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier, sans une autorisation préalable du responsable de la Voirie.

ARTICLE 10 : L'arrêté devra être affiché sur le chantier au moins 7 jours avant le commencement des travaux et ce pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 11 : L'entreprise chargée des travaux, sera responsable de la mise en place et du maintien de la signalisation et des dispositifs de protection temporaire du chantier, de jour comme de nuit, pendant toute la durée des travaux. Elle sera également responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 12 : Le non-respect des obligations entraînera la fermeture immédiate du chantier pour la durée de sa régularisation.

ARTICLE 13 : Les travaux et les restrictions de circulation pour le besoin du chantier s'appliquent entre 8h00 et 17h00.

ARTICLE 14 : Monsieur le Maire de Magny-les-Hameaux, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Lieutenant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs- Pompiers de Magny-les-Hameaux,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines,
- L'entreprise ENEDIS,
- L'entreprise INCREMENT chargée des travaux,
- L'entreprise SEPUR,
- L'entreprise SAVAC,
- L'entreprise SQYBUS.

Fait à Magny-les-Hameaux, le 20/09/2023



Bertrand HOUILLON
Maire de Magny-les-Hameaux
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération
de Saint-Quentin-en-Yvelines

Mis en ligne sur le site internet de la ville le : **26 SEP. 2023**

Nota : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative)

